



La lettre d'Afrique centrale

**Cameroun – Centrafrique – Congo – Gabon – Guinée
Equatoriale – République Démocratique du Congo – São
Tomé et Príncipe – Tchad**

N° 1 – mars 2016

© DG Trésor

Voici le premier numéro de la nouvelle version de la Lettre d'Afrique centrale. Les brèves des pays de la région sont désormais diffusées via « Objectif Afrique ». La LAC inclura des articles courts sur des points d'actualités, ou des évolutions structurelles. Elle sera, dans un premier temps du moins, publiée de façon bimestrielle. Bonne lecture !

François GIOVALUCCHI

Chef du Service économique Régional Afrique centrale

SOMMAIRE

AFRIQUE CENTRALE

Malgré la nouvelle baisse des cours enregistrée à partir de mai 2015, les pays pétroliers de la CEMAC diffèrent l'ajustement de leurs dépenses.....2

CAMEROUN

Selon une étude commandée par la CEMAC, l'APE régional dynamiserait les échanges Cameroun-UE et ses mesures d'accompagnement pourraient contribuer de manière significative à la croissance du pays.....3

CENTRAFRIQUE

Le Président Touadera hérite d'une économie convalescente.....4

CONGO

De grands travaux au prix d'une dégradation des finances publiques.....5

GABON

Le Gabon parie sur le numérique.....6

FOCUS STATISTIQUES

Evolution des recettes et des dépenses budgétaires entre les LFR 2015 et les LFI 2016.....7



AFRIQUE CENTRALE

Malgré la nouvelle baisse des cours enregistrée à partir de mai 2015, les pays pétroliers de la CEMAC diffèrent l'ajustement de leurs dépenses

Les pays pétroliers sont, sur le plan budgétaire, très dépendants des recettes pétrolières, dont la part dans les recettes totales s'échelonnait en 2014 entre 22% pour le Cameroun et 89% pour la Guinée équatoriale. Les hypothèses de cours optimistes (baril à 80 USD pour le Gabon, 89,6 USD pour le Cameroun, 70 USD pour le Tchad...) retenues pour les Lois de finances 2015 ayant été démenties par les faits, les pays ont dû adopter des Lois de finances rectificatives, prévoyant un effort d'augmentation de leurs recettes non pétrolières et une réduction de leurs dépenses, en général limitée aux investissements. Les réalisations effectives pour l'année complète 2015 ne sont pas encore disponibles. Il apparaît à ce stade que, entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015, la baisse des dépenses d'investissement a été très forte : -35,4% au Cameroun, -42,2% au Congo, -40,9% au Gabon, -45,2% en Guinée équatoriale, et -63% au Tchad (source : BEAC).

Malgré la persistance de cours très bas, les pays sous revue ont augmenté leurs budgets 2016 par rapport aux lois de finances rectificatives 2015, cas du Gabon mis à part : son budget baisse d'un modeste 1%. Le budget du Cameroun augmente de 6,1%, celui de la Guinée équatoriale et du Tchad de plus de 18%, la palme revenant au Congo dont le budget augmente de 39,1%.

L'évolution à la hausse des dépenses totales est en premier lieu liée à la hausse des dépenses d'investissement : +19,8% pour la Guinée équatoriale, +22,3% pour le Cameroun, +27,7% pour le Tchad, et +34,8% pour le Congo (y compris pour ce dernier pays un volet important de dépenses financières telles des achats d'actifs et des prises de participation). Le Gabon, en revanche, diminue ses dépenses d'investissement de 5,7%.

Le Cameroun et le Tchad font des économies sur les dépenses courantes, de respectivement 8,3% et 10,4%, les transferts et subventions étant les postes les plus impactés. Les dépenses courantes augmentent en revanche au Gabon (+4,7%), en Guinée équatoriale (+14,9%) et au Congo (+18,4%).

La présentation en équilibre des budgets repose pour tous les Etats sur une croissance des recettes non pétrolières (+3,7% pour la Guinée équatoriale, +10,1% pour le Cameroun, +12,1% pour le Gabon et le Congo, +35% pour le Tchad). Le Tchad, et surtout le Congo, prévoient d'augmenter leurs tirages sur prêts et dons (hausse de 6% pour le premier, doublement pour le second). Le Congo prévoit en outre de tirer sur ses dépôts à la BEAC à concurrence de 700 Mds FCFA. Les recettes pétrolières, enfin, sont supposées augmenter au Gabon (+9,7%) et en Guinée équatoriale (+38,2%).

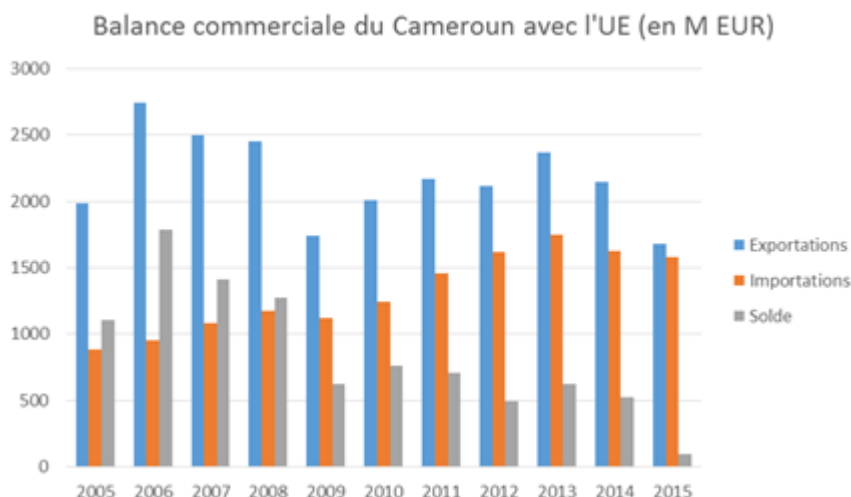
Au total, au vu des Lois de finances initiales 2016, la zone ne semble pas prendre le chemin de l'ajustement, en se conformant aux recommandations du FMI d'une meilleure sélectivité des investissements et d'une préservation des dépenses sociales qui seront affectées par les baisses des transferts et subventions. Cela dit, des lois de finances rectificatives devraient s'avérer rapidement nécessaires, compte tenu du caractère optimiste de certaines hypothèses de recettes et des limites des possibilités de recours à l'endettement pour des pays dont la côte se dégrade, tel le Congo, champion des objectifs de croissance de dépenses, et récemment déclassé par Fitch et Moody's.



CAMEROUN

Selon une étude commandée par la CEMAC, l'APE régional dynamiserait les échanges Cameroun-UE et ses mesures d'accompagnement pourraient contribuer de manière significative à la croissance du pays

En 2015, les exportations du Cameroun à destination de l'UE s'établissent à 1 677 M EUR contre 1 581 M EUR pour les importations. Le Cameroun est ainsi exportateur net avec un excédent de la balance commerciale bilatérale qui s'établit à 96 M EUR. Cet excédent, en baisse par rapport à la moyenne sur les dix dernières années (855 M EUR), est moins le fait d'un réajustement structurel que de la baisse des cours des principales matières premières survenue en 2015. Les produits issus du secteur primaire représentent près de 98% de ces exportations, dont plus de la moitié se compose de produits pétroliers et hydrocarbures. Les importations en provenance de l'UE sont constituées aux deux tiers de produits manufacturés et au tiers restant de produits issus du secteur primaire, notamment alimentaires.



Source : Eurostat.

A terme, la libéralisation des barrières tarifaires devrait contribuer à accroître le volume des échanges. Une étude, commandée par la CEMAC sur financement camerounais et menée par le cabinet français ITAQA, montre qu'à l'issue du processus de libéralisation, les importations et les exportations du Cameroun connaîtraient une croissance supplémentaire de 2,3% et 2,7% par an par rapport à un scénario de référence dans lequel aucun accord ne serait mis en œuvre. Néanmoins, compte tenu de l'accélération simultanée des exportations et des importations, le modèle présenté dans l'étude ne parvient pas à mettre en évidence un quelconque impact positif de la libéralisation sur le PIB, si elle n'est pas assortie de mesures d'accompagnement. L'impact net sur les recettes fiscales, qui constitue un point d'achoppement majeur dans les négociations, tant pour le Cameroun, que pour les autres pays de la sous-région, serait négatif, en raison de la baisse mécanique des droits de douane perçus, mais marginal lorsque rapporté aux recettes fiscales dans leur ensemble (-1,2 Mds USD pour 82,8 Mds USD de recettes fiscales annuelles au niveau régional et -266 M USD pour le Cameroun). Cet effet marginal est à mettre en lien avec le fait que les recettes douanières apparaissent comme une source de revenus très secondaire pour les Etats d'Afrique centrale pris dans leur ensemble. La part des recettes douanières dans les recettes totales devrait toutefois augmenter avec la baisse des recettes pétrolières, jusqu'à ce que la transition fiscale vers une meilleure fiscalisation de l'activité intérieure produise ses effets.

Néanmoins, pour assurer aux Etats d'Afrique centrale un gain net positif à la libéralisation, l'Accord intérimaire, dont l'essence demeure le volet commercial, prévoit la mise à disposition de financements et d'assistance technique pour développer les infrastructures de base, renforcer la sécurité alimentaire et augmenter les capacités productives. L'étude d'ITAQA part de l'hypothèse de la mise en place d'un « Programme Régional d'Accompagnement du développement dans le cadre de l'APE » (PRADA) de 40 Mds EUR sur 2016-2035. L'étude montre que la contribution du PRADA à la croissance du Cameroun serait d'un point par an à l'horizon 2035.



CENTRAFRIQUE

Le Président Touadera hérite d'une économie convalescente

La crise centrafricaine a eu des conséquences délétères sur l'économie : de nombreuses entreprises ont été pillées, l'insécurité et les déplacements de population ont affecté l'agriculture et l'élevage, l'accès à certaines exploitations forestières est devenu impossible, les exportations de diamant ont été suspendues dans le cadre du processus de Kimberley, et enfin l'approvisionnement du pays par voie terrestre via le Cameroun a été fréquemment interrompu. Il en est résulté un effondrement du PIB en 2013 (-36%), suivi d'une légère reprise en 2014 (+1%), reprise qui s'est affirmée en 2015 (+4,8%). Le PIB n'a donc pas retrouvé son niveau d'avant crise. Une augmentation de la production vivrière aurait eu lieu, mais les productions de café, de palmier à huile et de coton auraient continué à chuter pour atteindre un niveau dérisoire, compte tenu de l'insécurité régnant dans les zones de production et du vieillissement des plantations pérennes. La production de grumes aurait augmenté de près d'un tiers en 2015, grâce au rétablissement de la sécurité en zone forestière. L'exportation de diamant n'a pas repris, du moins officiellement, la levée des conditions en cours pour la zone sud-ouest n'étant pas achevée. L'activité dans l'industrie agroalimentaire, le commerce et le BTP est à la hausse, grâce notamment à la forte présence étrangère. Enfin, grâce à l'amélioration des circuits d'approvisionnements depuis le Cameroun et à la reprise de la production de vivriers, l'inflation serait passée de 17,8% en 2014 à 2,1% en 2015 selon les autorités, et 4,2% selon le FMI.

Malgré les progrès observés, la situation financière du pays continue de le rendre très dépendant de l'aide internationale, dispensée notamment par la BAD, La Banque mondiale, la France et l'Union Européenne. Les recettes ont augmenté de 42% en 2015, mais permettent tout juste de couvrir les salaires. Les dépenses ont été globalement maîtrisées, même si des dérapages ont été observés.

Une mission du FMI a eu lieu à Bangui courant mars ; elle devrait permettre la conclusion d'un programme de 3 ans, à négocier avec les nouvelles autorités. La conclusion de ce programme, qui donnerait un signal positif et catalyserait les autres financements, est fondamentale. Les hypothèses retenues à ce stade par le FMI sont celles d'un rétablissement très progressif : la croissance avoisinerait 5,5% en moyenne sur les trois prochaines années, ce qui est modeste pour un pays ayant connu une forte contraction de son PIB, et ce n'est qu'en 2018 que l'inflation serait ramenée à l'objectif régional de 3%. Le gouvernement devra faire un effort de mobilisation des recettes. Il est attendu que la pression fiscale (impôts /PIB) atteigne 9% en 2018, à comparer aux 12% réalisés en 2012 et à l'objectif régional de 17%. Les dépenses devraient être maîtrisées et effectuées dans le respect des procédures budgétaires. Ceci supposera notamment que l'Agence Comptable Centrale du Trésor, en charge des paiements, recouvre toute son autonomie.

En parallèle, des efforts devront être faits pour relancer l'agriculture vivrière et de rente, restaurer et augmenter les capacités de production et distribution d'électricité, développer les activités de transformation du bois, et rendre le pays plus attractif pour les investissements miniers.

Au total, la RCA, après des années tragiques, entrerait dans une phase de remise en ordre économique sous l'œil la Communauté internationale, avant le lancement éventuel d'un programme de reconstruction à grande échelle.



CONGO

De grands travaux au prix d'une dégradation des finances publiques

Pendant les quatre semaines (du 5 février au 3 mars) précédant l'ouverture de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 20 mars 2016, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'guesso, a procédé de façon ininterrompue à des inaugurations d'infrastructures et/ou des lancements officiels de chantiers déjà en construction sur toute l'étendue du territoire national.

Au nombre des activités s'inscrivant dans son "élan de campagne électorale", figurent un certain nombre d'ouvrages, notamment d'infrastructures routières, comme l'inauguration le 5 février 2016 du 1er tronçon de la route de la corniche réalisé par la société chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC), sous le contrôle de l'ingénieur-conseil franco-européen SGI International, pour un coût global de 72,27 Mds FCFA (110,2 M EUR). On retrouve aussi, dans le cadre de la politique des grands travaux, le 11 février 2016, la mise en service du 1er tronçon (169 km) de la route Ouesso (nord Congo)-Sangmalima (sud Cameroun), longue de 651 km, qui s'inscrit plus largement dans la liaison Brazzaville-Yaoundé. Les travaux ont été réalisés par la société chinoise Sinohydro, sous le contrôle du groupement Louis Berger/CIRA, pour un coût global de 101,1 Mds FCFA (154,2 M EUR). Enfin et surtout, le 1er mars 2016, le président a inauguré le tronçon Dolisie-Brazzaville, long de 375 km, de la route nationale n°1 (RN1), réalisé par la société China State Construction Engineering Corporation (CSCEC) pour un coût global de 867 Mds FCFA (1,321 Mds EUR) sous la supervision de l'ingénierie française Egis. Désormais, le pays compte un axe routier bitumé de 1.400 km qui permet de rejoindre Pointe-Noire, port en eau profonde sur la côte atlantique, à Ouesso, dans l'extrême nord, près de la frontière avec le Cameroun. Dans le cadre du programme de municipalisation accélérée qui concerne cette année le département de la Bouenza, le président a également participé au lancement de divers travaux d'infrastructures.

Le président a aussi procédé à la pose de la 1ère pierre d'une série de grands bâtiments publics comme l'hôpital d'instruction des armées de Brazzaville, le 15 février 2016, ou de l'Université Denis Sassou N'guesso le 19 février 2016. Le premier sera construit par la société israélienne AMS, sous le contrôle de l'ingénieur conseil français Egis, pour un coût global prévisionnel de 167,2 Mds FCFA (255 M EUR). Cet hôpital vient se rajouter à la longue liste des 12 hôpitaux généraux construits par la société brésilienne Asperbras, dans le cadre du projet "Santé pour tous". Dans le même esprit, le président a visité le chantier de l'hôpital général de Kinkala (Chef-lieu du département du Pool). L'Université sera quant à elle, réalisée par la société de droit congolais Unicon Development, sous le contrôle du franco-européen SGI International pour un coût estimé à 241,6 Mds FCFA (368,4 M EUR).

En matière d'investissements productifs, Denis Sassou N'Guesso a inauguré le 03 mars 2016, une cimenterie à capitaux marocains située à 45 km au nord-est de Pointe-Noire, à Hinda, dans le département du Kouilou qui ajoute 500.000 tonnes à la capacité de production du pays. Le président a aussi participé, le 25 février à l'inauguration du nouveau siège de la BGF Bank, 1ère banque au Congo avec 11 agences et un bénéfice net de 17 Mds de FCFA (25,9 M EUR) en 2015, et le 26 février à la pose de la 1ère pierre de la banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA) qui sera construite pour un coût de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR). Avec un capital de 53 Mds FCFA (81 M EUR), la BSCA permettra de financer des projets d'investissement, dans le cadre du partenariat conclu en 2006 entre la Chine et le Congo.

La hausse du niveau d'investissement public du Congo (selon la BEAC, 16,2% du PIB en 2014 puis 21% du PIB en 2015 pour 30,7% budgétés, et 23,5% budgétés en 2016) malgré la chute des revenus pétroliers, est un facteur de creusement du déficit budgétaire, qui est passé de 8,5% en 2014 à 10,7% en 2015, et pourrait atteindre 13,4% en 2016 (prévision Fitch). Dans le même temps, le ratio dette/ PIB passerait de 38,2% en 2014 à environ 50% en 2016 (id.). Cette trajectoire n'est pas considérée comme soutenable, ce qui a conduit à une dégradation en mars de la note Congo par Fitch et Moody's, la première assortissant son évaluation d'une « perspective négative », la seconde plaçant le Congo sous contrôle et n'excluant pas une nouvelle dégradation dans deux mois.



GABON

Le Gabon parie sur le numérique

Devant l'essoufflement de sa rente pétrolière, le gouvernement gabonais cherche à diversifier son économie. Le secteur des nouvelles technologies est un axe de cette stratégie exprimée dans le plan « Gabon Numérique », partie intégrante du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Décliné en trois piliers (Gabon vert, Gabon industriel, Gabon des services), le PSGE consacre une place importante au développement des télécommunications à travers un plan sectoriel dit « économie numérique et communication ».

Cette stratégie sectorielle s'appuie sur le renforcement du cadre réglementaire, le développement du haut débit à travers la construction du réseau national de communication à fibre optique (projet CAB 4¹) et le développement des contenus grâce au soutien à l'entrepreneuriat dans l'innovation à travers un incubateur numérique auquel l'organisation de jeunesse américaine « Junior Achievement Worldwide » apporte son expertise, les projets e-santé et e-éducation, la numérisation de la radiotélévision et le renforcement des capacités des ressources humaines. Avec un chiffre d'affaires global, toutes branches confondues, de 293 Mds de FCFA en 2014 (5% au PIB), le secteur emploierait plus de 10 000 personnes.

Le projet CAB 4 est la colonne vertébrale de l'ambition gabonaise. Il a été lancé en 2010 avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement et la Banque Mondiale. Au-delà d'un projet dont la finalité est d'interconnecter tous les pays de l'Afrique centrale, il vise aussi à doter le Gabon d'un réseau performant de communication (« Backbone National Gabonais »). Ce projet, approuvé en mars 2012 par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale, bénéficie d'un prêt de 58 M\$². Le projet Backbone National Gabonais est une boucle optique qui part du point d'atterrissement du câble sous-marin ACE (connectivité Africa Coast to Europe³) à Libreville et se déploie sur l'ensemble du territoire national. Il est en cours de réalisation.

Il est intéressant de noter que c'est au Gabon que Mme Michaëlle Jean a annoncé l'année dernière la création du Fonds francophone pour l'innovation numérique qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de la Francophonie numérique adoptée en 2012 par les chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de Kinshasa

¹ « Central Africa Backbone »

² <http://www.banquemondiales.org/projects/P122776/central-african-backbone-apl4-gabon?lang=fr>

³ Le consortium d'ACE est coordonné par Orange. Il est composé de 19 opérateurs dont SPIN (Gabon). C'est Alcatel-Lucent Submarine Networks (ASN), la filiale d'Alcatel-Lucent, qui déploie la Phase II du système de câble sous-marin Africa Coast to Europe (ACE).


FOCUS STATISTIQUE
Evolution des recettes et des dépenses budgétaires entre les LFR 2015 et les LFI 2016

RUBRIQUES	Cameroun			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad		
	L.F. R 2015	Prévisions 2016	Taux de croissance %	L.F. R 2015	Prévisions 2016	Taux de croissance %	L.F. R 2015	Prévisions 2016	Taux de croissance %	L.F. R 2015	Prévisions 2016	Taux de croissance %	L.F. R 2015	Prévisions 2016	Taux de croissance %
A- RECETTES TOTALES	3992,6	4234,7	6,1%	2715,1	3776,2	39,1%	2651,25	2626	-1,0%	1983	2354	18,7%	1093,8	1296,2	18,5%
I-RECETTES INTERNES	2993,4	2986,5	-0,2%	2129,1	2596,5	22,0%	1833,85	2043,9	11,5%	1373,4	1785,7	30,0%	886,9	1076,2	21,3%
1- Recettes pétrolières	751,2	397,2	-47,1%	859,6	750,1	-12,7%	499,2	547,7	9,7%	1046,2	1446,2	38,2%	286,6	266	-7,2%
2- Recettes non pétrolières	2242,2	2469,3	10,1%	965,5	1082,1	12,1%	1334,3	1496,2	12,1%	327,3	339,5	3,7%	600,3	810,2	35,0%
II- EMPRUNTS & DONNS	999,2	948,2	-5,1%	585,9	1179,7	101,3%	643,2	482,1	-25,0%	609,2	568,3	-6,7%	206,9	220	6,3%
B- DEPENSES TOTALES	3992,6	4234,7	6,1%	2715,1	3776,2	39,1%	2651,2	2626	-1,0%	1983	2354	18,7%	1506,7	1455,1	-3,4%
I- DEPENSES COURANTES	2159,9	1981,2	-8,3%	1004,4	1189	18,4%	1346,4	1409,1	4,7%	713,5	819,7	14,9%	725,8	650,1	-10,4%
1-Dépenses de personnel	900	955,2	6,1%	369	410,1	11,1%	732,7	732,2	-0,1%	141,3	147	4,0%	370,1	376,3	1,7%
2-Achats de biens et services	715,6	667	-6,8%	281,7	319,5	13,4%	299	319,7	6,9%	373	458	22,8%	66,7	69,8	4,6%
3-Transferts et subventions	544,3	359	-34,0%	403,8	459,4	13,8%	314,7	357,2	13,5%	199,2	214,7	7,8%	289	204	-29,4%
II-DEPENSES EN CAPITAL	1246	1525,8	22,5%	1695,6	2210,6	30,4%	596,7	562,8	-5,7%	1002,5	1201,1	19,8%	472,4	603,4	27,7%
III-DETTE PUBLIQUE	586,7	727,7	24,0%	15,1	376,6	2394,0%	708,1	654,1	-7,6%	266,6	333,2	25,0%	308,5	201,6	-34,7%

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Chef du Service Economique Régional (adresser les demandes à yaounde@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Economique Régional de Yaoundé, Service Economique de Libreville, Service Economique de Brazzaville et Service Economique de Kinshasa

Adresse : BP. 102 Plateau Atemengue – Yaoundé Cameroun

Rédigée par : Service Economique Régional et correspondants

Revu par : François GIOVALUCCHI

Version du 01 avril 2016

Version originelle du 01 avril 2016